

records de création d'emplois parmi les pays industrialisés. C'est grâce au secteur privé.

Pour le moment, il y a 1,5 million de Canadiens de plus qui ont un emploi qu'il y a quatre ans. Fort heureusement, ils ne travaillent pas pour le gouvernement. Ce n'est pas le genre de programmes de création d'emplois temporaires qui caractérisaient le gouvernement précédent. Il s'agit pour la plupart d'emplois à plein temps, très satisfaisants pour les Canadiens. Ces Canadiens contribuent maintenant aux recettes fiscales du gouvernement du Canada. Ils ne lui coûtent rien en prestations d'assurance-chômage ou de bien-être social, de sorte que nous en bénéficions doublement.

On a beaucoup accompli, mais il reste encore bien davantage à faire. Les progrès que nous avons réalisés depuis quatre ans sont menacés par l'inflation grandissante chez nous et à l'étranger. Nous avons besoin de mesures budgétaires responsables pour freiner l'inflation à long terme et pour garder les taux d'intérêt à un niveau peu élevé.

Le budget présenté récemment témoigne d'une situation difficile. Il prend des mesures sévères qui reflètent les décisions difficiles à prendre et les choix difficiles à faire. Il exige des mesures impopulaires. Il exige des hausses d'impôt et des réductions des dépenses. Mais il reconnaît à mon avis l'exigence d'un équilibre juste et équitable. Il tient compte des problèmes des régions et impose un plus lourd fardeau à ceux qui sont le plus en mesure de le porter.

On a mentionné ces mesures à maintes reprises depuis quelques jours. Je mentionne brièvement la compression des dépenses au ministère de la Défense nationale, la réduction de l'aide au développement à l'étranger, la diminution des subventions à VIA Rail et à Radio-Canada, la remise à plus tard de la création de places en garderie, la limitation de la hausse des paiements de transfert aux provinces qui restera cependant supérieure au taux de l'inflation. L'effort de privatisation se poursuivra. Les succès de la privatisation des sociétés de Haviland, Canadair et autres se répéteront.

Nous verrons le remboursement des transferts sociaux payés aux Canadiens riches et l'institution d'un nouvel impôt des sociétés, non pas sur le revenu mais, pour la première fois, sur le capital. Certaines sociétés ne font peut-être pas de bénéfices, mais elles devront néanmoins payer un impôt calculé sur le capital employé au Canada. Nous allons voir un resserrement du régime fiscal des sociétés. Les impôts des particuliers doivent augmenter, de même que les taxes d'accise sur les cigarettes, le tabac et l'essence, et la taxe de vente fédérale va augmenter elle aussi. Toutes ces mesures ne méritent guère qu'on les applaude, mais le fait est qu'elles sont absolument

nécessaires. Ce problème se pose à nous. Il ne va pas disparaître.

J'ai écouté attentivement les députés d'en face. Je leur ai demandé de temps en temps à la fin de leur 20 minutes de critiques et de plaintes, s'ils avaient une seule autre solution raisonnable et pratique à laquelle les Canadiens pourraient avoir recours pour résoudre ce problème. On ne m'en a pas donné une seule.

Le ministre des Finances et le gouvernement ont fait preuve de sérieux et de décision en prenant une mesure équilibrée d'augmentation des impôts et de réduction des dépenses. Le drame dans tout cela c'est que même avec les mesures que j'ai mentionnées, la dette est telle que celles-ci permettront à peine de payer les intérêts. Le déficit cette année sera donc toujours de 30,5 milliards de dollars, mais heureusement l'année prochaine, il tombera à 28 milliards de dollars et on prévoit qu'il sera réduit de moitié dans moins de cinq ans.

Les députés d'en face diront que cela n'a rien de bien extraordinaire, que cela n'est pas très efficace, que cela permet seulement de conserver le statu quo. Cependant, je les mettrais au défi parce que je pense qu'ils doivent faire un choix. On n'a pas besoin de beaucoup d'imagination pour voir quelle serait la situation sans les augmentations d'impôt et les réductions de dépenses. Le déficit, en fait, serait de l'ordre de 40 ou 45 milliards de dollars, les intérêts seraient astronomiques et l'avenir de notre pays, notre sécurité et l'avenir de nos enfants seraient gravement compromis.

Je dois supposer que les députés d'en face sont apparemment d'accord que les intérêts sur la dette nationale constituent un grave problème et une menace pour la prospérité et la sécurité futures de notre pays. Vraisemblablement, tous les Canadiens désirent une société généreuse et compatissante qui est en mesure de conserver les programmes sociaux et culturels ainsi que les importants services publics dont ils ont besoin. Les Canadiens veulent que notre pays soit fort économiquement et qu'il soit capable de soutenir la concurrence étrangère, ce qui lui permettra de continuer de créer des emplois dont nos jeunes pourront profiter.

Je crois que les Canadiens souhaitent comme nous que le Canada puisse maintenir son haut niveau de vie et que nous puissions léguer à ceux qui prendront la relève, c'est-à-dire aux prochaines générations, un pays où la qualité de vie sera encore plus grande qu'elle ne l'est actuellement.

Certains sont contre divers aspects du budget, diverses hausses des impôts, ou encore diverses restrictions dans les dépenses publiques, mais personne ne peut nier que des mesures s'imposent. L'esprit de parti n'a plus sa place. Ni les critiques stupides. Les Canadiens veulent des mesures décisives qui permettront de remédier au problème du déficit. Je dis aux députés d'en face qui ont des solutions de rechange, des solutions pratiques, de ne pas